

L'U

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR
L'Union des producteurs agricoles

LE GRAND
DOSSIER
DE **JANVIER**

2023

**UNE ANNÉE
ÉPROUVANTE**

UN PRODUCTEUR
ENGAGÉ

Patrick Plante
Ferme Le Bunker

Saint-Laurent-de-l'Île-d'Orléans



ÉDITORIAL

VERS UNE RECONNAISSANCE RENFORCÉE DE NOTRE GARDE-MANGER

MARTIN CARON
PRÉSIDENT GÉNÉRAL DE L'UNION



Un rapport synthèse, prévu le printemps prochain, servira de base pour évaluer la possibilité d'apporter des changements à la LPTAA.

La protection du territoire et des activités agricoles, ainsi que de nos érabes, est l'un des enjeux qui a généré beaucoup de discussions lors du 99^e Congrès général annuel de l'Union, le mois dernier.

Lors du premier volet de la consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles, nous avons rappelé que la zone agricole ne représente qu'environ 4 % du territoire québécois et que les agricultrices et les agriculteurs n'ont accès qu'à la moitié (2 %) de cette superficie. Malgré cet accès limité, la zone agricole continue d'être grugée par l'étalement urbain et les projets de toute nature. En tenant compte des inclusions, des exclusions et du recours croissant aux utilisations non agricoles (UNA), la zone verte est déficitaire d'environ 57 000 hectares depuis 1998 (l'équivalent de 12 terrains de football [É.-U.] par jour depuis 25 ans).

Lors du deuxième volet de la consultation, nous avons indiqué que les principales menaces aux activités agricoles en zone verte étaient notamment leur protection inadéquate dans la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA), la multiplication des règlements locaux et régionaux ainsi que l'implantation croissante d'UNA en zone verte. À ces enjeux s'ajoutent l'absence de garanties dans la planification et la gestion des cours d'eau, un dédale législatif et administratif à la fois complexe et sans plus-value, les incursions grandissantes des projets énergétiques (éoliens) et d'extraction (mines, carrières et sablonnières) ainsi que la pression omniprésente sur les activités sylvicoles.

Nous avons aussi identifié le morcellement des terres comme une préoccupation importante. Même si des dizaines de milliers de lots de 10 hectares (ha) et moins sont déjà disponibles en zone verte (CPTAQ 2017), le gouvernement du Québec a tout de même décidé d'assouplir les règles en 2021, ce qui a fait bondir les taux d'autorisation de 42 % à 56 % pour les demandes de morcellement. Les taux d'utilisation agricole seraient par ailleurs de seulement 4 % pour les unités de moins de 4 ha et de 28 % pour celles de 4 à 10 ha (MAPAQ 2023). Autrement dit, il existe déjà beaucoup de petites terres, leur

« IL EXISTE DÉJÀ BEAUCOUP DE PETITES TERRES, LEUR MORCELLEMENT EST DÉJÀ FACILITÉ ET PEU D'ENTRE ELLES SONT UTILISÉES À DES FINS AGRICOLES. TOUTE PERMISSIVITÉ ACCRUE DOIT DONC ÊTRE ÉCARTÉE. »

morcellement est déjà facilité et peu d'entre elles sont utilisées à des fins agricoles. Toute permissivité accrue doit donc être écartée.

Le troisième volet de la consultation, lancé le 8 décembre dernier, se penche sur la propriété foncière agricole et l'accès aux terres. À ce chapitre, l'augmentation soutenue du prix des terres, en hausse constante depuis 37 ans au Québec, a un impact direct sur l'agriculture québécoise, la profession, la rentabilité des acquisitions et les projets de la relève. Dans ce cadre, une réflexion s'impose sur le soutien et les incitatifs pour les clientèles apparentées et non apparentées. D'autant plus que l'âge moyen des productrices et producteurs québécois était de 54 ans en 2021 et que 78 % d'entre eux n'avaient pas de plan de relève, selon Statistique Canada.

Un rapport synthèse, prévu le printemps prochain, servira de base pour évaluer la possibilité d'apporter des changements à la LPTAA. À tous les égards, ces changements devront tendre vers une protection intégrale de notre garde-manger. Avec seulement 0,24 ha en culture par habitant, un ratio quinze fois plus bas que l'Alberta, six fois plus bas que le Canada, deux fois plus bas que la France et cinq fois plus bas que les États-Unis, cette reconnaissance renforcée est essentielle à l'avenir alimentaire et territorial des Québécoises et des Québécois d'aujourd'hui et de demain.

À tous et toutes, je vous souhaite une année 2024 remplie de joie, de succès et de solidarité! ✖

La revue *L'U* est publiée par l'Union des producteurs agricoles (UPA) pour les producteurs agricoles et forestiers du Québec. Animée par les valeurs qui fondent la raison d'être de l'UPA, elle est le reflet de la vitalité de l'organisation et de la force de son réseau. Elle fait connaître et valorise l'action collective menée par les producteurs, qu'elle soit de portée locale, régionale, sectorielle ou provinciale. Elle souligne les efforts déployés pour organiser collectivement et démocratiquement la mise en marché des produits agricoles et forestiers. Elle aborde aussi les grands dossiers de l'heure sous l'angle syndical et suscite une réflexion sur des enjeux qui nous concernent tous. Elle se veut également un contrepoids aux voix qui s'élèvent contre ces outils collectifs et est résolument syndicale. Publiée 6 fois l'an, *L'U* est distribuée gratuitement à tous les producteurs et productrices du Québec abonnés à *La Terre de chez nous* et, sur demande, en format électronique à tous.

Les photos, illustrations et textes publiés dans *L'U* ne peuvent être réutilisés sans autorisation.

Pour nous joindre: 555, boul. Roland-Therrien, bureau 100, Longueuil (Québec) J4H 3Y9

Courriel : lu@upa.qc.ca / www.lu.upa.qc.ca



Éditeur:
L'Union des producteurs agricoles
Direction affaires publiques et
syndicales

Photo de la page couverture:
Pascal Rathé

UN PRODUCTEUR ENGAGÉ

PATRICK PLANTE

NÉ POUR CULTIVER!

ÉMÉLIE BERNIER

COLLABORATION SPÉCIALE

Patrick Plante (un nom prédestiné s'il en est!) a su très tôt qu'il prendrait le relais de ses parents à la ferme familiale de Saint-Laurent-de-l'île-d'Orléans. À 30 ans, il est en pleine démarche pour devenir propriétaire de ce lieu où il a grandi, qui cache un étonnant vestige de la guerre froide!

« Je savais qu'un jour, c'est ce que je ferais. Après mon secondaire, j'ai fait une formation en acériculture et une autre en mécanique agricole. Comme il manquait un peu de travail à la ferme pour ajouter un salaire à l'année, j'ai travaillé cinq ans dans un garage de mécanique, mais j'étais tanné d'être en dedans! », souligne Patrick en rigolant.

Son arrivée officielle à la ferme en 2017 s'est traduite par l'ajout de quelques productions, notamment dans le maraîchage et les petits fruits.

Sous l'impulsion de Patrick, la Ferme Alain Plante, du nom de son paternel, a été rebaptisée la Ferme du Bunker. « Radio-Canada a acheté une partie de la terre dans les années 1960 pour bâtir une antenne. À cause du climat politique de l'époque, ils ont installé un bunker sous le bâtiment qui abrite aujourd'hui notre kiosque, notre cuisine de transformation et les espaces pour la gestion de l'autocueillette », résume Patrick. Bientôt, les clients du kiosque à la ferme pourront d'ailleurs effectuer la visite de cet espace souterrain étonnant, et ce, toute l'année.

« Je suis sur le CA de la Chambre de commerce de l'île d'Orléans et on veut développer le tourisme d'hiver. Depuis un an, on est ouverts les fins de semaine d'hiver et ça marche! On a une clientèle de motoneigistes et d'amateurs de kite. C'est vraiment l'*fun!* »

Au kiosque, on déniche – frais ou transformés – petits fruits de saison, courges et citrouilles et produits acéricoles, les trois grands axes de production de la famille Plante. L'autocueillette permet d'éviter les écueils de la pénurie de main-d'œuvre. La transformation a comme avantage de valoriser les extras et d'assurer des revenus toute l'année.

Patrick travaille de connivence avec ses parents, sa sœur et son beau-frère. Sa conjointe lui donne aussi un bon coup de main, notamment en s'occupant de la petite Ariane, qui a à peine 3 mois. « Et ma blonde est vraiment meilleure que moi en informatique! » dit-il en riant.

Ce travail d'équipe lui permet de trouver le temps de s'impliquer au sein des Producteurs et productrices acéricoles du Québec (PPAQ) et à la Relève agricole de la Capitale-Nationale-Côte-Nord.

« Je me suis embarqué comme observateur à la PPAQ dès ma sortie de l'école et je suis encore là 10 ans plus tard comme administrateur. La Relève, c'est venu après, parce qu'il manquait du monde... On m'a recruté! »

Si elle gruge des cases de son calendrier, cette implication apporte beaucoup à Patrick Plante. « Dans les assemblées de l'UPA et comme dans toutes les autres assemblées, je viens chercher de l'information directe, juste, récente, qui fait avancer mon entreprise. Je suis plus au fait de ce qui s'en vient. C'est important d'être là pour les décisions, pour faire avancer les choses et avoir notre mot à dire, mais s'impliquer permet d'aller chercher beaucoup d'information. C'est une belle place pour échanger, partager nos idées, nos problèmes, nos solutions. J'ai des échanges avec d'autres producteurs qui vont venir tout chambouler pour le mieux! »

Certes, quitter la maison est parfois un peu difficile. « Ça ne me tente pas tout le temps, mais rendu là-bas, je suis content. Je ne regrette jamais! »

Les changements climatiques et toute l'adaptation nécessaire pour y faire face sont parmi les sujets « chauds ». « Il a plu énormément cet été et j'ai des collègues qui ont essuyé de grosses pertes. Moi, ça ne m'a pas trop touché, mais qui sait pour l'année prochaine? Il faut se battre ensemble pour que l'aide soit là parce qu'on va en perdre, des producteurs », dit-il, avec une pensée pour ceux qui ne « l'ont pas facile ». Et il n'y a pas que l'aide financière, insiste-t-il. « C'est aussi important qu'il y ait du soutien psychologique. Les travailleurs de rang, par exemple, peuvent vraiment faire une différence quand il y a des périodes plus difficiles. »



De gauche à droite, la conjointe de Patrick, Nadine Manzerolle, avec la petite Ariane Plante, Patrick Plante, sa mère, Hélène Lemay, sa sœur, Karine Plante et son père, Alain Plante.

Pascal Ratthé

La réciprocité des normes de production l'interpelle aussi. « Au point de vue de la réglementation, on en demande beaucoup ici, au Québec, à l'ensemble des agriculteurs, mais on voit les aliments d'ailleurs qui ne sont pas produits dans les mêmes normes et qui, forcément, sont moins chers. Le consommateur est bien intentionné, mais il a des bouches à nourrir... »

Comment convaincre les Québécois d'opter pour l'achat local dans ce contexte? « Ça prend des incitatifs! Mais aussi des règles plus sévères au niveau de l'importation. Si nos producteurs de fraises n'ont plus le droit aux plastiques à usage unique, ils vont devoir charger plus cher. La compétition est inégale. »

Quoi qu'il en soit, Patrick Plante est né pour être agriculteur et il entend bien le rester... tout comme il entend continuer à s'impliquer. « C'est assez simple : si tu laisses les autres prendre les décisions à ta place, peut-être que ça n'ira pas dans le sens que tu veux! Implique-toi! »

PATRICK PLANTE

(Ferme Le Bunker)

**MARAÎCHAGE DIVERSIFIÉ,
ACÉRICULTURE, PETITS FRUITS,
SAINT-LAURENT-DE-L'ÎLE-D'ORLÉANS**



IMPLICATION :

- ▶ Depuis 2013 : implication aux Productrices et producteurs acéricoles de la Capitale-Nationale (deux ans à titre d'observateur relève et administrateur depuis 2015)
- ▶ Depuis 2015 : implication à la Relève agricole, région de la Capitale-Nationale-Côte Nord
- ▶ Depuis 2021 : administrateur à la Chambre de commerce de l'île d'Orléans

S'IMPLIQUER C'EST
BÂTIR
L'AVENIR

LE GRAND DOSSIER

2023

UNE ANNÉE ÉPROUVANTE

L'année 2023 est désormais derrière nous. Affirmer qu'elle a été une année comme toutes les autres serait malvenu. La crise économique qui s'annonçait déjà en 2022 a frappé de plein fouet les secteurs agricole et forestier. Comme elle se conjugait notamment à d'importants phénomènes climatiques, à la restructuration en cours dans le domaine porcin et aux fermetures d'usines de transformation, aux pénuries de main-d'œuvre, aux hausses faramineuses du prix des intrants, des services-conseils, des taux d'intérêt et de tant d'autres dépenses, tous les éléments étaient là pour former la tempête parfaite. Celle-ci a causé de nombreux problèmes qui ont fragilisé plus que jamais une grande quantité d'entreprises agricoles et de nombreux secteurs de production.

Mais tout n'a pas été que sombre. L'année 2023 a été riche en actions collectives. De nombreux dossiers, projets et discussions ont grandement avancé au bénéfice de tout les secteurs agricoles et forestiers.

Tout au long de l'année, l'Union a poursuivi ses actions pour protéger, représenter et défendre ses membres qui ont toujours fait preuve de résilience, de courage, mais aussi de passion, et ce, malgré les difficultés rencontrées. Sondages, conférences de presse, rencontres, mobilisations et autres activités ont notamment marqué le cours de l'année 2023.

Voici un aperçu des grands dossiers qui ont ponctué les 12 derniers mois à l'Union.



LE PREMIER MINISTRE TRUDEAU À LA MAISON DE L'UPA

Ils étaient environ 100 productrices et producteurs de partout au Québec, réunis dans la salle du Conseil de la Maison de l'UPA, pour rencontrer le premier ministre Trudeau le 22 février. Pendant une heure trente, ils ont pu poser des questions et exposer les difficultés vécues dans le difficile contexte économique. Plusieurs d'entre eux ont d'ailleurs évoqué la possibilité de fermer leur entreprise. Démontrant de l'empathie et de la compréhension envers les enjeux soulevés par les nombreuses questions et demandes pour un soutien fédéral d'urgence, le premier ministre a répondu que son gouvernement était en train de regarder ce qui pouvait être fait pour les agriculteurs.



AGRICULTURE SOUS PRESSION

En mars, l'Union a sondé les agriculteurs pour mieux connaître les conséquences de l'inflation, de l'augmentation des coûts de production et de la flambée des taux d'intérêt sur la situation financière des fermes québécoises. Quelque 3 675 productrices et producteurs de partout au Québec ont répondu à ce sondage.

Les résultats, dévoilés en mai, ont démontré sans équivoque que l'agriculture était plus touchée que d'autres secteurs par le contexte économique défavorable et que l'horizon s'assombrissait pour un nombre grandissant de fermes, plus particulièrement pour les entreprises en démarrage.

Deux entreprises agricoles sur dix rapportaient déjà une mauvaise ou très mauvaise santé financière (pour les fermes de moins de cinq ans d'existence, ce chiffre grimpe à 30 %) et près de la moitié des fermes anticipaient une détérioration de leur situation au cours des 12 prochains mois.

Les entreprises agricoles ont aussi mentionné que, dans ce contexte, 65 % d'entre elles entendaient diminuer ou reporter leurs investissements, 14 % pourraient réduire la taille de leur entreprise, et 11 % envisageaient de mettre la clé dans la porte dans les 12 prochains mois.

Le sondage a clairement démontré l'urgence d'agir pour assurer la pérennité de notre garde-manger, ce à quoi le gouvernement du Québec a fait l'annonce d'un nouveau compte d'aide d'urgence pour les entreprises agricoles, c'est-à-dire un prêt garanti de 50 000 \$ pour environ 2 000 entreprises.



LA MÉTÉO FAIT DES SIENNES

Les conditions météorologiques désastreuses de l'année se sont ajoutées aux nombreuses difficultés vécues. L'Abitibi-Témiscamingue a connu une sécheresse historique jumelée à d'intenses feux de forêt, tandis que le reste du Québec a connu d'importantes précipitations causant des dégâts considérables pour plusieurs types de production, notamment du côté maraîcher. Les interventions soutenues de l'Union et de plusieurs groupes affiliés ont exhorté les gouvernements à soutenir les entreprises agricoles ayant connu des pertes exceptionnelles, notamment par des ajustements au Programme d'assurance-récolte (ASREC).

Un groupe de travail spécial a été créé par le ministre Lamontagne en août pour évaluer la situation. Des bonifications et mesures additionnelles pour soutenir les producteurs du secteur horticole affectés par l'excès d'eau dans les champs ont été annoncées, quoique bien insuffisantes selon l'Union.

La déception s'est aussi doublement manifestée lors de la mise à jour économique du ministre des Finances, Éric Girard, le 7 novembre, et lors de l'énoncé économique de la ministre fédérale des Finances, Chrystia Freeland, le 21 novembre. Dans les deux énoncés, aucun soutien spécifique à l'agriculture n'a été annoncé.



Archives/TCN

DES GAINS À CONNAÎTRE

Plusieurs projets ou dossiers ont avancé ou culminé en 2023, notamment :

- ▶ Le projet de loi fédéral C-282, qui vise à protéger les secteurs sous gestion de l'offre dans les futures négociations commerciales, a été adopté. Il est actuellement en attente de sanction du côté du Sénat;
- ▶ Plusieurs changements aux mesures fiscales ont été apportés pour favoriser les transferts d'entreprises incorporées entre les membres d'une même famille;
- ▶ De nouvelles exigences environnementales contenues dans le projet d'omnibus réglementaire 2023 proposé par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs ont été reportées;
- ▶ Des amendements au projet de loi 22 sur l'expropriation ont été adoptés;

Le projet de loi 28 concernant le financement des associations accréditées, une demande faite par l'Union depuis plus de 8 ans, a lui aussi été adopté.

AMÉLIORER LA PARTICIPATION SYNDICALE

En 2023, l'Union a poursuivi la mise en œuvre de son plan de renforcement en vie syndicale, relève syndicale et mixité. Parmi les priorités poursuivies par ce plan, citons :

- › L'accueil des nouveaux producteurs et la relance des non-membres;
- › L'optimisation du recrutement et de l'implication syndicale, plus particulièrement auprès des jeunes et des femmes;
- › La définition de stratégie permettant d'innover dans les outils de communication interne;
- › L'instauration de changements réglementaires pour les syndicats locaux.

Une formation spécifique a été donnée à 61 « ambassadeurs » (les responsables de l'accueil des nouvelles productrices et des nouveaux producteurs dans toutes les régions). Pour soutenir le travail de ces ambassadeurs et pour favoriser le recrutement et l'implication syndicale, divers outils pratiques ont été développés ou entièrement revus en fonction des types de productions, des régions et adaptés à chaque groupe affilié.

Enfin, la campagne S'impliquer, c'est bâtir l'avenir, qui valorise l'engagement syndical des productrices et des producteurs, s'est poursuivie tout au long de l'année. Chaque portrait a fait l'objet d'un message distinct sur les réseaux sociaux de l'Union et plusieurs ont fait la une de la revue L'U, la revue syndicale de l'UPA.

PORTRAIT DE L'ORGANISATION

144	groupes régionaux et provinciaux spécialisés
88	syndicats locaux
12	fédérations régionales
91,5 %	taux d'adhésion à l'Union



MIEUX COMMUNIQUER AVEC NOS MEMBRES

Pour maintenir un lien constant avec les membres, un sondage a été effectué en collaboration avec la firme Léger. Les résultats ont permis de connaître les préférences de communication et l'appréciation des outils actuels utilisés par l'Union. Outre les canaux de communication, plusieurs autres sujets ont aussi été sondés et feront l'objet de travaux ultérieurs.

MODE DE FINANCEMENT DE L'UPA

L'ensemble des actions, initiatives et services offerts par l'Union nécessite un financement par et pour les agricultrices et les agriculteurs.

Depuis plusieurs années, la révision de la Loi sur les producteurs agricoles était réclamée, notamment pour revoir le mode de financement de l'Union. Elle a même fait l'objet d'un engagement électoral du gouvernement actuel. Le projet de loi no 28, déposé en juin, a été adopté en novembre à la satisfaction de l'Union. Le nouveau financement se veut plus équitable et représentatif de l'agriculture contemporaine en ajustant la cotisation en fonction de la taille de l'entreprise. Le Comité de financement à moyen et long terme a commencé ses travaux en vue du plan de financement 2024-2029 de l'Union.

« Le premier ministre François Legault et son gouvernement respectent leur engagement électoral en adoptant des changements législatifs permettant d'ajuster notre formule de financement en fonction de la réalité agricole d'aujourd'hui. Il y a tout lieu, à partir de maintenant, d'entrevoir l'avenir du syndicalisme agricole et de l'action collective avec une confiance renouvelée », a déclaré le président général de l'UPA, Martin Caron.

AGROENVIRONNEMENT

Plusieurs actions, projets, lois et règlements ont été dans la mire de l'Union au cours de l'année. La stratégie gouvernementale de développement durable, le régime transitoire de gestion des zones inondables, des rives et du littoral, le Plan Nature 2030, le projet de loi sur la protection de l'eau et la modernisation du Règlement sur les exploitations agricoles n'en sont que quelques exemples.

L'Union a participé à tous les forums et tribunes pour faire connaître les besoins, les attentes et les contraintes formulés par ses membres qui sont motivés à faire partie de la solution, tant pour les changements climatiques que pour répondre aux attentes sociétales. Elle a réitéré que les producteurs et productrices ont toutefois besoin d'un soutien et d'un accompagnement à la hauteur des défis, ce qui n'est pas le cas actuellement.

L'Union a aussi sondé les entreprises agricoles pour broser le Portrait des pratiques d'agriculture durable des fermes du Québec, un sondage effectué dans le cadre du Plan d'agriculture durable 2020-2030 du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ).

Elle a également produit des fiches descriptives portant sur le marché du carbone actuel pour bien expliquer et démystifier les enjeux spécifiques liés au secteur agricole québécois.

FIN DE PROJETS

Deux importants projets en agroenvironnement ont pris fin en 2023 : En action pour le lac Saint-Pierre et le Laboratoire vivant – Québec. Quoiqu'entièrement distincts, ces deux projets se sont déroulés dans le même secteur géographique.

En action pour le lac Saint-Pierre, un projet financé par le gouvernement du Québec, visait l'accompagnement de producteurs (dont les entreprises étaient situées dans le pourtour du lac Saint-Pierre) pour l'adoption de pratiques culturales ayant des impacts positifs sur l'habitat faunique, la qualité de l'eau et la santé et la conservation des sols.

Le Laboratoire vivant – Québec, une initiative d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, s'adressait quant à lui aux entreprises agricoles situées dans trois bassins versants du lac Saint-Pierre. Les objectifs poursuivis par ce projet étaient de réduire l'usage de fertilisants et de pesticides et de limiter la compaction des sols; de garder une couverture végétale au sol à l'année pour diminuer l'érosion et maintenir la santé physique, chimique et biologique des terres; de minimiser l'érosion des berges et protéger l'intégrité des cours d'eau qui traversent le paysage agricole; et de diminuer les impacts environnementaux de la production animale. L'approche participative a permis aux agriculteurs d'être au cœur de l'action et de collaborer dès le début du projet jusqu'à sa fin.

ET LE DÉBUT...

Un nouveau projet de laboratoire vivant a été annoncé au courant de l'année. Ce nouveau projet de recherche basé sur le codéveloppement et la cocréation avec des équipes de chercheurs vise l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques pour améliorer la séquestration de carbone et la réduction des gaz à effet de serre dans les entreprises agricoles. Quelque 78 fermes seront impliquées dans ce projet qui s'échelonnait jusqu'en 2028.



VALORISATION DE LA PROFESSION

MANGEONS LOCAL, PLUS QUE JAMAIS!

Le succès du mouvement Mangeons local ne cesse de grandir. L'application Mangeons local, développée et mise en service pendant la pandémie, a été bonifiée pour offrir de nouvelles fonctionnalités. Téléchargée plus de 58 000 fois depuis son lancement, l'application contient au-delà de 1 700 points de vente : marchés publics, kiosques à la ferme, restaurants adhérant au programme Aliments du Québec au menu, microbrasseries, distilleries et vignobles. Un calendrier des événements agroalimentaires complète l'offre de sorties gourmandes. Vous ouvrez vos portes au public? Sachez qu'il n'est jamais trop tard pour vous inscrire afin de profiter de cet important achalandage dans vos entreprises!

Mangeonslocal.ca

UN ÉTÉ MANGEONS LOCAL

Quatre ambassadeurs ont visité autant de régions cet été. La première tournée a été effectuée par la passionnée Mélissa Bédard, qui a visité le Centre-du-Québec où elle a mis la main à la pâte à plus d'une reprise pour fabriquer de la saucisse, vendre des légumes ou vider les drèches d'une cuve de fermentation. Puis, la tournée a pris la direction du Témiscamingue avec le coloré Bob le Chef, qui a visité quatre entreprises dynamiques qui lui ont mis l'eau à la bouche. Par la suite, le très sympathique Fabien Cloutier a revisité sa Chaudière-Appalaches où il a découvert de nombreux secrets bien gardés... qu'il a pris plaisir à faire connaître dans ses réseaux. Finalement, la médaillée olympique Marianne St-Gelais a rencontré des producteurs et productrices tout aussi passionnés qu'elle dans un marathon de saveurs et de découvertes de ce magnifique terroir.

JOURNÉES PORTES OUVERTES

Le 10 septembre, 36 000 personnes ont visité l'une des 53 fermes de toutes les régions qui ont ouvert leurs portes dans le cadre des Journées portes ouvertes. Depuis la première édition en 2003, près de 2,6 millions de visiteurs auront participé à cet événement tant apprécié.



DÉVOILEMENT DE LA MARQUE EMPLOYEUR

Ton talent est nourrissant! Voilà le thème de la nouvelle marque employeur dévoilée par l'Union à l'automne. Cette initiative est le résultat d'une démarche rigoureuse faite auprès des employés pour mieux connaître leur vision et leur opinion de l'organisation. Par leur appartenance et leur adhésion à la mission de l'organisation, les employés démontrent qu'ils sont un maillon essentiel d'une chaîne nourrissante et fondamentale pour le Québec.



PRÉPARER LA COMMÉMORATION DU 100^E ANNIVERSAIRE DE L'UNION

L'année 2024 soulignera le 100^e anniversaire de la fondation de ce qui est aujourd'hui l'Union des producteurs agricoles. Cet important jalon dans la vie de l'organisation sera commémoré de plusieurs façons pendant l'année. Parmi les activités et les outils qui seront déployés, on retrouve notamment un court métrage qui sera diffusé lors de grands événements, une websérie de six épisodes présentant des histoires d'agriculteurs et d'agricultrices passionnés par leur métier, un cahier spécial qui sera inséré au courant de l'année dans *La Terre de chez nous*, des capsules à caractère historique à la télévision, un cidre conçu expressément pour l'occasion et nommé Cœur vaillant en l'honneur des productrices et producteurs, une exposition itinérante, un dossier Web comprenant une ligne du temps interactive, et bien plus.

Le logo de l'UPA affichera un look différent pour l'occasion. Des activités régionales seront également organisées tout au long de l'année.

Découvrez toute l'histoire de la fondation de l'UCC-UPA ainsi que des activités et événements qui se tiendront près de chez vous au upa.qc.ca/100ans.

EN MARGE DU 99^E CONGRÈS GÉNÉRAL...

RÉÉLECTION DES DIRIGEANTS

Les dirigeants généraux ont été réélus sans opposition. N'ayant reçu qu'un seul bulletin de candidature par poste, la commission électorale de l'UPA a confirmé la réélection de Martin Caron au poste de président général (deuxième mandat), de Paul Doyon, premier vice-président, et de Stéphanie Levasseur en tant que deuxième vice-présidente. La durée des mandats des dirigeants généraux est de deux ans.



UN MOT QUI EN DIT LONG

Dans la présentation du rapport annuel de l'Union, le directeur général Charles-Félix Ross a lancé un cri du cœur en disant : « Prenons soin de notre agriculture. » À l'instar de tous les membres de l'Union, il souhaite que ces quelques mots trouvent écho auprès des décideurs et de la population.



Comme il l'a expliqué, de nombreux projets tentent par tous les moyens de s'implanter dans les terres agricoles du Québec (notamment pour la construction de centres de données, d'éoliennes et autres formes de production d'énergie et de développement immobilier). Si plusieurs d'entre eux peuvent sembler pertinents aujourd'hui, qu'en sera-t-il dans 25 ans? « Ne perdons pas de vue que la surface agricole ne représente que 2 % de la superficie du Québec et que dans 25 ans, il faudra toujours nourrir la population trois fois par jour », a-t-il conclu sous les applaudissements des congressistes.

FAMILLE INTERNATIONALE 2023

UPA Développement international a désigné la famille Kassongo du Burkina Faso comme gagnante du titre de famille agricole inTERREnationale pour 2023.

La famille Kassongo est propriétaire de la Plantation Benewende, une production de bananes, de papayes, de manioc, de céréales, de semences améliorées et de produits maraîchers, qui offre de la formation pour les femmes et les jeunes de la relève.



FAMILLE AGRICOLE 2023

C'est la famille Marquis-Dion, de Sainte-Croix dans Lotbinière, qui a été proclamée famille agricole de l'année par la Fondation de la famille agricole. Le succès de cette famille repose avant tout sur l'engagement et la passion de chacun de ses membres. L'histoire de la famille a commencé en 1962 avec le mariage d'Émilienne Dion, fille d'agriculteur, et d'André Marquis, boucher. Le couple, qui a eu six enfants, exploite une épicerie-boucherie pendant 30 ans tout en élevant des bovins destinés à sa boucherie. Au fil des ans, le couple ajoute une érablière, puis, tout en aidant ses enfants trouver leur voie (ils ont pour la plupart des carrières liées au monde agricole : entrepreneur-équipementier, agronome, forestier, vétérinaire, etc.), il les soutient dans la poursuite des activités de la ferme familiale ou de leur propre ferme. Avec les années, la ferme parentale et celles des relèves sont interreliées et font de la production laitière et de grandes cultures, de la foresterie et de l'acériculture à plus grande échelle.

Découvrez toute l'histoire de la 67^e famille agricole, leur détermination et leur passion pour l'agriculture au familleagricole.org.

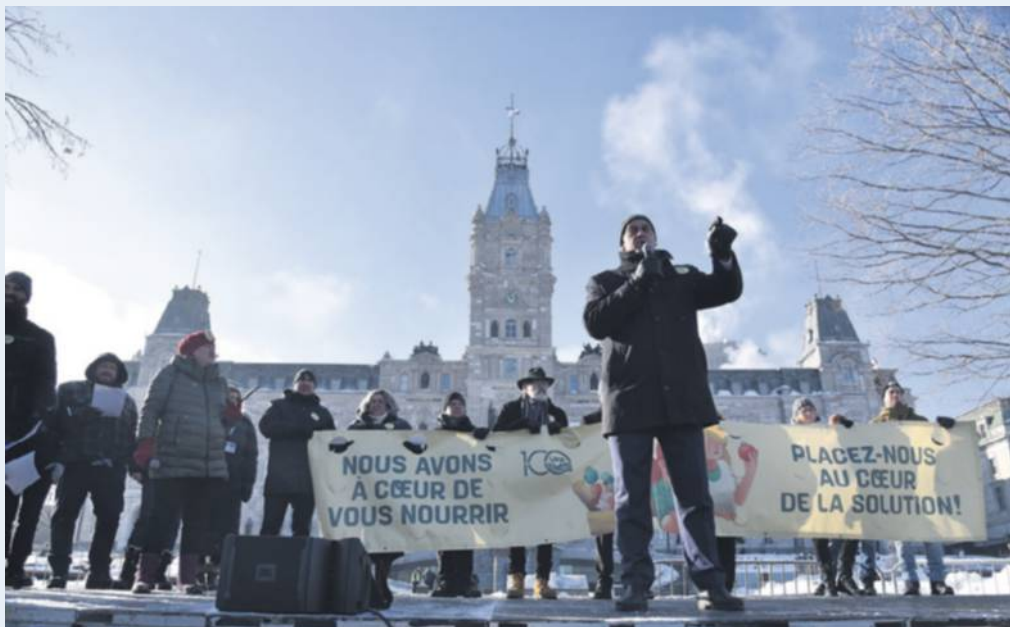


MARCHE DE SOLIDARITÉ

Plus de 1 000 marcheurs ont bravé le froid mordant qui s'était emparé de la Capitale-Nationale le matin du 6 décembre pour aller porter un message important aux 125 députés de l'Assemblée nationale. Armés de banderoles et de bannières, de macarons et de pancartes portant des messages percutants, les marcheurs scandaient : Nous avons à cœur de vous nourrir, placez-nous au cœur de la solution! Au nom de tous les producteurs et productrices agricoles et

forestiers, les marcheurs souhaitent réitérer aux gouvernements l'importance de poser des gestes concrets afin de donner à la société québécoise les moyens d'atteindre une plus grande autonomie alimentaire.

Au terme du parcours d'environ 2 km, les marcheurs ont lu et déposé un manifeste de solidarité, un texte qui exprime l'importance d'agir pour assurer la pérennité de notre agriculture.



TEXTE DU MANIFESTE

POUR LA RELÈVE AGRICOLE ET L'AVENIR DE NOS FERMES

Nous, les productrices et producteurs agricoles et forestiers du Québec, en appelons à un élan collectif des citoyens et du gouvernement pour une agriculture et une foresterie viables et durables.

Depuis plus de 100 ans, nous avons à cœur de nourrir le monde avec détermination et passion, et ce, malgré tous les défis que nous avons rencontrés à travers le temps.

Nous sommes aujourd'hui à un tournant de notre histoire : plus que jamais, la pérennité de nos fermes est remise en question. La conjoncture inégalée de paramètres économiques, environnementaux, climatiques et sociaux rend extrêmement vulnérable l'avenir de notre agriculture et notre capacité à assurer l'autonomie alimentaire du Québec.

Nous terminons une année éprouvante pour notre secteur qui illustre bien cette réalité : prix des intrants très élevés dus à l'inflation, augmentation des taux d'intérêt, météo exécrable entraînant une perte importante de récoltes, le tout sur fond de resserrement réglementaire, de manque de main-d'œuvre et de pressions immenses sur le territoire agricole. Comment faire en sorte que la jeune génération d'agricultrices et d'agriculteurs ose encore se lancer avec confiance dans ce secteur?

Alors que ces nouveaux paramètres provoquent de fortes instabilités qui deviennent la norme, nos politiques provinciales et fédérales demeurent inchangées, avec un des plus faibles financements accordés parmi les pays de l'OCDE.

Aujourd'hui, nous, les 42 000 productrices et producteurs agricoles et forestiers du Québec, interpellons le gouvernement afin de prioriser notre mission si névralgique pour la société québécoise, à travers une nouvelle politique bioalimentaire forte et adaptée à l'ampleur de ces nouvelles règles économiques, environnementales et sociales, dans un contexte mondialisé déloyal et de changements climatiques.

Nous, les femmes et les hommes qui nourrissent la population, devons être au cœur d'un projet de société nous permettant d'exercer notre métier avec des critères de viabilité, des filets de sécurité performants et un cadre soutenant une durabilité environnementale progressive.

En ce sens, nous incitons les autorités publiques à nous placer réellement au centre des orientations déterminantes à prendre. Nous devons être au cœur des solutions!

Il y a 100 ans nous nous sommes unis et, depuis, nous travaillons de concert avec les gouvernements successifs pour construire ce qu'est l'agriculture québécoise d'aujourd'hui : une des plus performantes en Amérique du Nord, la plus structurée collectivement, la plus familiale et en phase avec les demandes sociétales et les impératifs environnementaux.

Nous avons plus que jamais à cœur que cela se poursuive dans ce nouveau contexte, pour que notre relève, nos terres agricoles, nos érablières et nos fermes familiales soient encore là dans 100 ans pour nous nourrir sainement et prendre part activement à la résilience de nos territoires. ✖

L'UNION ÉTAIT LÀ



DYNAMISME SYNDICAL

La première édition de la Journée provinciale sur le dynamisme syndical s'est tenue le 2 novembre dernier au Centre des congrès de Lévis. Près de 200 participants ont échangé sur les stratégies à employer pour les productrices et producteurs plus difficiles à rejoindre. Des témoignages inspirants ont été entendus à cet égard.

Deux conférenciers, Nathalie Lewis, directrice du Groupe de recherche interdisciplinaire sur le développement régional de l'Est-du-Québec, et le chercheur Yann Fournis ont traité de l'importance de l'action collective comme moteur de développement régional. ✘

LANCEMENT DE L'ALLIANCE SALUTERRE

La Fédération de la relève agricole du Québec, Équiterre, la Coopérative pour l'agriculture de proximité écologique, Protec-Terre et l'organisme Vivre en ville ont lancé l'Alliance SaluTERRE afin d'exiger le renforcement de la protection du territoire agricole. L'Alliance a indiqué qu'elle entendait participer à l'actuelle consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles.

Dans un sondage réalisé pour le compte des organisations fondatrices, quelque 74 % des répondants considèrent qu'il est urgent d'intervenir pour protéger les terres contre le développement résidentiel et industriel. ✘



COLLOQUE SUR LA FISCALITÉ AGRICOLE

Le 9 novembre dernier, la cheffe des affaires économiques et directrice de la Direction recherches et politiques agricoles de l'Union, Isabelle Bouffard, a prononcé une allocution portant sur le contexte économique du secteur agricole québécois lors du colloque de l'Association de planification fiscale et financière.

Lors de sa présentation, Mme Bouffard a brossé le portrait de l'évolution financière du secteur, en tenant compte des défis posés par l'inflation, la hausse des taux d'intérêt et l'augmentation du prix des terres en culture. ✘



BŒUF DU QUÉBEC... CERTIFIÉ!

Les Producteurs de bovins du Québec ont dévoilé leur nouveau programme de certification collective Bœuf du Québec. Cette certification exige que 100 % des animaux proviennent de fermes du Québec, et qu'au moins 85 % d'entre eux y soient nés. Pour se prévaloir de la certification, le demandeur a la responsabilité de fournir les preuves qui témoignent du respect des critères de provenance de la viande.

La certification sera visible en épicerie dans les semaines à venir et continuera par la suite de se déployer sur une vaste variété de produits de bœuf partout au Québec. ✘



COUPES BUDGÉTAIRES DU CÔTÉ D'AAC

Dans une entrevue avec un média spécialisé, le ministre MacAulay a admis qu'à l'instar de ce qui aurait été demandé à d'autres ministères fédéraux, il cherche à réduire son budget de 3 %. Rappelons que le budget du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada est passé de 2,2 G\$ en 2013-2014 à 1,8 G\$ en 2023-2024, soit une baisse de 18 % en dix ans.

De plus, lors de sa mise à jour économique de l'automne, la ministre fédérale des Finances, Chrystia Freeland, n'avait rien à annoncer pour le secteur agricole. Elle a cependant rappelé qu'il existait des organismes comme la BDC, EDC et FAC qui étaient chargés d'offrir un soutien aux entreprises agricoles. Elle a ajouté qu'un réexamen de leur rôle est prévu dans le futur. ✘



CONVENTION INTERNATIONALE POUR UNE ALIMENTATION DURABLE

La Coalition Nourrir l'humanité durablement, en collaboration avec la Chaire de recherche en droit sur la diversité et la sécurité alimentaires de l'Université Laval, a dévoilé la proposition d'une Convention internationale pour une alimentation durable, un outil visant à établir un cadre juridique international dédié à la sécurité alimentaire et à équilibrer les considérations commerciales et non commerciales liées à celle-ci.

Cette proposition de Convention deviendra un incitatif à la négociation internationale en matière de sécurité alimentaire. Elle offrira aux gouvernements une importante source d'inspiration et d'information pour engager des discussions en vue d'adopter un traité international relatif à la sécurité alimentaire. Si nous souhaitons nourrir l'humanité sainement et durablement, l'adoption d'une telle Convention est cruciale pour l'avenir.

Rappelons que l'Union est l'un des partenaires de la Coalition Nourrir durablement, et son président est Marcel Groleau. ✘



**DU CŒUR
AU VENTRE**
DEPUIS 100 ANS

100 ans d'agriculture
québécoise et de solidarité
**Découvrez les grands moments
de l'histoire de l'Union des
producteurs agricoles!**

100 UPA
L'Union
des producteurs
agricoles

upa.qc.ca/100ans



NOUVELLES FORMATIONS D'AGRICARRIÈRES



Connaissez-vous les formations express? Parce que vous avez un horaire chargé, AGRlcarrières a développé des microformations d'une durée d'au plus 15 minutes par module. Trois formations sont déjà disponibles sur CIBLE.

- ▶ Tailler des arbres et des arbustes fruitiers
- ▶ Travail du sol et implantation
- ▶ Utiliser un harnais et une ligne de vie

Visitez le portail de formation CIBLE pour découvrir toutes les formations offertes par AGRlcarrières au <https://cible.agricarrieres.qc.ca/>. ✖



DES CONSULTATIONS...

PLAN NATURE 2030

L'Union a transmis ses commentaires et recommandations sur le Plan Nature 2030, un chantier de réflexion et de mobilisation nationale effectué par le ministère de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs. Ce plan, assorti d'un budget de 650 M\$ sur sept ans, vise à atteindre la majorité des cibles mondiales, dont la conservation de 30 % des écosystèmes terrestres, marins et côtiers du Québec d'ici 2030.

Dans son mémoire, l'Union demande notamment que les producteurs agricoles et forestiers soient reconnus comme des acteurs incontournables en matière de biodiversité et qu'ils soient pris en compte de manière prépondérante lorsque des mesures découlant du Plan Nature 2030 prendront effet sur leurs terres.

Le mémoire de l'Union est disponible sur son site Web. ✖



TERRITOIRE ET ACTIVITÉS AGRICOLES

Dans le cadre de la consultation nationale sur le territoire et les activités agricoles, l'Union a demandé au gouvernement du Québec de réitérer l'autonomie alimentaire comme priorité nationale en soumettant des propositions concrètes visant à renforcer la protection des activités agricoles actuelles et futures.

Rappelons que la consultation en cours comporte plusieurs thèmes. L'Union est d'avis que le deuxième thème de la consultation (les activités agricoles) s'attarde malheureusement trop peu à la précarité des activités de nos agricultrices et agriculteurs. Cette situation nuit au développement de toute l'industrie agroalimentaire et compromet les ambitions alimentaires des Québécoises et des Québécois. En outre, ce thème ouvre indûment la voie à des assouplissements possibles à la Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles (LPTAA); il fait abstraction de l'apport concret des activités agricoles et reste muet sur le caractère humain et familial de notre agriculture.

Le mémoire de l'Union est disponible sur son site Web. ✖

RÉFLEXION QUANT À L'AVENIR DE LA FORÊT

La Fédération des producteurs forestiers du Québec (FPFQ) participera aux Tables de réflexion sur l'avenir de la forêt qui se tiendront dans différentes régions du Québec. Les forêts du Québec en général, et les forêts privées en particulier, font face à des défis persistants, tels que l'adaptation aux changements climatiques, la préservation de la biodiversité et la capacité de soutenir la production du matériau vert qu'est le bois.

Selon le président de la FPFQ, Gaétan Boudreault, « les producteurs forestiers constituent un heureux mélange entre les mémoires de l'héritage et une vision claire de l'avenir. Leur contribution à ces tables de réflexion est essentielle puisqu'ils sont des acteurs incontournables au regard de la protection et de la mise en valeur des forêts et de la biodiversité. On ne saurait trouver des solutions durables sans d'abord écouter puis s'allier aux gestionnaires de ce territoire ». ✖



LES RÉGIONS EN ACTION



VIE SYNDICALE

ABITIBI-TÉMISCAMINGUE

CESSONS DE MALTRAITER CEUX QUI NOUS NOURRISSENT



L'assemblée générale annuelle de la Fédération de l'UPA d'Abitibi-Témiscamingue a reçu, par l'intermédiaire de la plateforme Zoom, la géographe, autrice et enseignante à la Sorbonne Sylvie Brunel, qui vient de publier *Nourrir : cessons de maltraiter ceux qui nous font vivre*, un plaidoyer pour le monde agricole.

Dans son livre, celle qui a longtemps été impliquée dans des organismes pour nourrir l'Afrique affirme que les producteurs agricoles en font beaucoup pour améliorer leurs pratiques en matière d'environnement, mais que les gouvernements ne cessent d'en demander toujours plus. « Si bien qu'aujourd'hui, les agriculteurs ont un taux de suicide alarmant, la relève se fait rare et les paysans ont de la difficulté à joindre les deux bouts. »

Selon elle, les producteurs agricoles ont si bien réussi que les Occidentaux ont oublié la faim. Ils se permettent donc de faire la leçon en exigeant toujours plus de contraintes aux producteurs, si bien que la production agricole en France est aujourd'hui en danger. ✕

GASPÉSIE-LES ÎLES

UNE AGA DYNAMIQUE

Une élection à la présidence a marqué le coup de notre dernière assemblée annuelle puisque, au cours de l'année, la présidente sortante Michèle Poirier avait annoncé son départ. Élu sans opposition, Sylvain Arbour est le nouveau président de la fédération régionale. Dans son discours, ce dernier a transmis ses trois priorités : continuité, mobilisation et efficacité.

Le panel a été un volet particulièrement apprécié de l'AGA. En effet, trois duos composés d'un producteur agricole et sa relève (étalée ou non) se sont prêtés au jeu. La thématique choisie était l'adaptation des fermes, au cours des dernières années, aux pressions sociétales, économiques et environnementales pour permettre aux jeunes de reprendre les entreprises. Merci aux Bergeries du Margot, de Bonaventure, à la Bergerie Patapédia, de l'Ascension-de-Patapédia, ainsi qu'à la Ferme Bel-Horizon, de Matapédia, pour leur participation. ✕



Les trois entreprises qui ont participé au panel.



La présidente sortante, Michèle Poirier, et son successeur à la présidence, Sylvain Arbour.



SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

UN BRUNCH ANNUEL QUI FAIT DES HEUREUX

Un bourdonnement incessant de potins à mettre à jour, des éclats de rire, des poignées de mains vigoureuses, des enfants qui courent et des sourires sur les visages, voilà un aperçu de ce que vous avez vécu si vous étiez parmi les 440 convives présents au brunch annuel du Syndicat local de l'UPA Lac-Saint-Jean-Est. Avec ses nombreux prix, autant pour les petits que les grands, cette tradition agricole du secteur semble lancer la période des rassemblements du temps des Fêtes. Des rumeurs circulent à savoir que le gagnant du crédit voyage, d'une valeur de 2 500 \$, était déjà prêt à choisir sa destination.

Notons que cette année, la contribution volontaire amassée lors de l'événement permettra de remettre plus de 1 100 \$ à la Coopérative de solidarité Le Relait. ✕

CAPITALE-NATIONALE-CÔTE-NORD

PRIX DE VALORISATION DE L'IMPLICATION SYNDICALE



Roseline Drolet en compagnie de Patrick Derome, administrateur de la Fédération et du comité de vie démocratique.

Dans le cadre de son assemblée générale annuelle et pour une deuxième année consécutive, la Fédération de l'UPA de la Capitale-Nationale-Côte-Nord a remis un prix de valorisation pour souligner l'implication syndicale. Cette distinction permet de mettre en lumière le travail d'une productrice ou d'un producteur qui s'est démarqué par son rayonnement dans sa région et au sein de l'UPA. Cette année, le prix a été remis à Roseline Drolet, administratrice et secrétaire de l'UPA de Québec, Jacques-Cartier, qui est impliquée dans l'organisation et dans sa communauté depuis plus de 40 ans.

Lors de son parcours universitaire, Mme Drolet a fait figure de pionnière puisqu'elle était l'une des trois femmes inscrites à la Faculté d'agriculture pour des études en agronomie. Elle a fait preuve de détermination et a poursuivi ses objectifs. Elle s'est toujours mobilisée, entre autres, pour la protection du territoire agricole et a toujours eu à cœur de transmettre ses connaissances sur l'agriculture, notamment auprès des jeunes. Mme Drolet et les membres de sa famille, producteurs de fraises, ont été lauréats de la famille agricole en 1988.

La Fédération tient à féliciter Roseline pour sa grande contribution au milieu agricole et syndical. C'est grâce à des personnes comme elle que l'organisation est plus forte et unie pour porter les intérêts des agricultrices et des agriculteurs. ✕



En souvenir : la photo de la famille gagnante de la Fondation de la famille agricole en 1988.



SUR LE TERRAIN

ESTRIE

DE LA GRANDE VISITE D'AFRIQUE!

Une délégation composée de 13 productrices et producteurs agricoles africains a parcouru la région estrienne en novembre dans le cadre du stage Viens marcher ma terre, organisé par UPA Développement international.

Le stage permet aux membres de sept familles agricoles du Burkina Faso, de la République démocratique du Congo, du Sénégal et de la Tunisie d'aller à la rencontre des productrices et des producteurs afin d'échanger sur des thématiques communes comme l'agriculture familiale et l'adaptation aux changements climatiques.

Durant son séjour, la délégation a été logée dans des fermes des MRC du Haut-Saint-François, du Granit et du Val-Saint-François, prenant part aux activités quotidiennes.

« Partager son savoir, c'est aussi apprendre sur les pratiques culturelles du pays de l'autre, sur sa culture, sur les enjeux agricoles qui le préoccupent. C'est aussi et surtout tisser des liens qui perdurent souvent bien au-delà du séjour », a résumé Michel Brien, producteur de lait et de foin de commerce à Racine et président de la Fédération de l'UPA-Estrie. ✕



LANAUDIÈRE

RENDEZ-VOUS DE LA GESTION AGRICOLE

Pour sa 31^e édition, cet événement incontournable dans la région lanauoise proposera une programmation des plus intéressantes le jeudi 11 janvier 2024, au club de golf Montcalm, à Saint-Liguori, de 9 h à 16 h. La participation en mode virtuel est également possible.

La thématique retenue cette année, « Cultiver l'entrepreneur en vous », lèvera le voile sur des conférences pertinentes et de qualité afin de favoriser une meilleure performance des entreprises et de l'agriculture dans la région. L'activité vise également le développement d'une culture de prospérité dans les organisations agricoles. Le colloque, qui rejoint en moyenne 200 participants, est ouvert à tous les producteurs agricoles, intervenants du milieu et partenaires.

Cet événement permettra encore une fois d'entendre des conférenciers de qualité qui sauront appuyer les exploitations agricoles dans leurs efforts pour traverser la période actuelle de turbulences et préparer l'avenir.

Les billets sont offerts sur lepointdevente.com ou au lanaudiere.upa.qc.ca. ✕



OUTAOUAIS-LAURENTIDES

NOUVELLE DIRECTION RÉGIONALE À LA FUPAOL

Un nouveau directeur régional a fait son entrée à la Fédération de l'UPA Outaouais-Laurentides (FUPAOL). Il s'agit de Simon Durand. Titulaire d'un baccalauréat en économie et gestion agroalimentaire de l'Université Laval et d'un MBA de l'Université d'Ottawa, M. Durand a été directeur exécutif de l'Union des cultivateurs franco-ontariens de 2007 à 2019 et de la Ferme d'éducation et de recherche du campus d'Alfred de 2015 à 2019. Depuis 2019, il était directeur général du groupe Convex, un organisme ontarien à but non lucratif regroupant sept entreprises et 180 employés.

Habile communicateur, M. Durand se distingue par sa capacité à tisser des liens fructueux. Son expérience avérée de travail avec les équipes de direction et les conseils d'administration renforce sa compétence à collaborer au sein d'équipes et à influencer positivement les décisions stratégiques. Reconnu pour son enthousiasme contagieux et son engagement profond envers les producteurs agricoles, il se positionne comme un ambassadeur passionné et un défenseur dévoué de leur cause.

Nous sommes convaincus que grâce à son implication et à ses réalisations dans le secteur agricole, Simon saura contribuer de manière significative au rayonnement et à la pérennité de la fédération régionale. Nous lui souhaitons le meilleur des succès! ✕



MONTÉRÉGIE

UN NOUVEL IMMEUBLE UPA MONTÉRÉGIE À SAINT-RÉMI

Il y a près de deux ans et après plusieurs mois de planification, le 14 octobre 2022, une première pelletée de terre lançait les travaux de construction du nouvel édifice de la Fédération de l'UPA de la Montérégie à Saint-Rémi. Finalement, après plus d'un an et demi de travaux acharnés, l'inauguration tant attendue du bâtiment accueillant les employés de la Fédération et du SCF Conseils Montérégie inc. a été faite le 12 octobre 2023.

Rappelons que depuis la fusion des deux fédérations en 2012, la nécessité d'avoir deux bureaux s'imposait afin de couvrir à la fois la Montérégie-Est et la Montérégie-Ouest. Cette stratégie a permis non seulement d'assurer une présence proactive dans les deux secteurs, mais aussi de fournir des services de proximité pour les producteurs agricoles locaux. Malheureusement, la désuétude de l'édifice d'origine datant de 1976 a confirmé la nécessité de le remplacer.

L'ancien édifice, situé sur le même site, a cédé sa place à une structure flambant neuve s'élevant sur trois étages. Ce projet s'inscrit dans une optique de modernisation pour mieux répondre aux besoins d'une région administrative aussi vaste que la Montérégie.

Les membres, les clients et les employés de la Fédération de l'UPA de la Montérégie peuvent désormais profiter d'un point de services adapté à leurs besoins ainsi que d'un environnement de travail à la hauteur de leurs attentes. ✕



DONNER À LA COMMUNAUTÉ

MAURICIE

LES PRODUCTEURS DE PLUS EN PLUS GÉNÉREUX AUX FÊTES!

Pour une 11^e année consécutive, les producteurs agricoles de la Mauricie se sont unis à l'approche des Fêtes afin de remettre dons et denrées aux plus démunis de la région. Les Éleveurs de porcs, les Producteurs de lait, les Producteurs de bovins, les Producteurs acéricoles ainsi que la Fédération de l'UPA de la Mauricie ont remis collectivement près de 20 000 \$ cette année.

Ils ont également participé à une activité de bénévolat organisée par les Artisans de la Paix à Trois-Rivières. La douzaine de participants ont notamment mis la main à la pâte dans la confection de paniers alimentaires remis aux familles défavorisées.

En 11 ans, la valeur des dons remis à cette occasion a dépassé plus de 115 000 \$. Les défis ont été nombreux cette année pour les agriculteurs de la Mauricie. Malgré tout, les producteurs tiennent à redonner à la communauté qui soutient les producteurs toute l'année. ✕



ADM | SPORT

SUCCURSALE DE QUÉBEC :
1884, boulevard Wilfrid-Hamel
418 527-4489 / 1 800 463-4340

ATELIER MÉCANIQUE /
SUCCURSALE DE SAINT-HYACINTHE :
3003, rue Picard
450 252-4488 / 1 800 463-4340

ATELIER MÉCANIQUE /
ENTREPÔT DE LIQUIDATION QUÉBEC :
1831, boulevard Wilfrid-Hamel
418 527-4489 / 1 800 463-4340

VENTE MI-SAISON

JUSQU'À

25%

DE RABAIS*

Venez nous visiter au
SALON DE L'AGRICULTURE
au Centre BMO kiosque #2710

PARTENAIRE
PROGRAMME
AVANTAGES

UPA POUVOIR NOURRIR
POUVOIR GRANDIR

L'Union des producteurs agricoles

LIVRAISON GRATUITE* DES CONDITIONS ET EXCEPTIONS S'APPLIQUENT. **ADMSPORT.COM / MAGASINS OUVERT 7 JOURS**

EMMENEZ-EN DU FROID

Le Defender 2024 avec système de contrôle de température HVAC, capacité de remorquage de 1 134 kg (2 500 lb), capacité de chargement de 454 kg (1 000 lb) et plus de 125 accessoires.

LA VIE TOUT-TERRAIN



© 2023 Bombardier Produits Récréatifs inc. (BRP). Tous droits réservés. ®, MC et le logo BRP sont des marques de commerce de BRP ou de ses sociétés affiliées. BRP se réserve le droit, en tout temps, de retirer ou de modifier des spécifications, prix, dessins, caractéristiques, modèles ou équipements sans aucune obligation de sa part. VÉHICULES HORS ROUTE CAN-AM: certains des modèles illustrés peuvent être munis d'accessoires optionnels. Concernant les véhicules côte à côte: lisez le guide du conducteur du véhicule côte à côte et visionnez le DVD sur la sécurité avant de prendre le volant. Attachez le filet de sûreté latéral et bouclez votre ceinture en tout temps. Âge minimum de conduite: 16 ans. Le passager doit être âgé d'au moins 12 ans et être en mesure d'agripper les poignées et de prendre appui sur ses pieds lorsqu'il est adossé. Les véhicules côte à côte sont conçus pour une utilisation hors route seulement: ne les utilisez jamais sur les surfaces pavées ni sur les chemins publics. Conducteur et passager, pour votre sécurité, portez toujours un casque, une protection pour les yeux et des vêtements sécuritaires appropriés. Gardez toujours à l'esprit que l'alcool, les drogues et la conduite ne font pas bon ménage. Ne tentez jamais d'effectuer des manœuvres spectaculaires. Conduisez toujours prudemment et de façon responsable.



Apprenez-en davantage sur
[Can-AmHorsroute.com](https://www.Can-AmHorsroute.com)

can-am®